

DE : C.C.E. BRUXELLES - GPP46 - G.P.P.
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
REF: 14:22 17-12-82 000070413 - 000072548

REF N 224110-BIO/B 1/19

,P 1 B 1/19
NOTE BIO

BRUXELLES, LE 17 DECEMBRE 1982
NOTE BIO(82)546 AUX BUREAUX NATIONAUX
=====

RENDEZ-VOUS DE MIDI DU 17 DECEMBRE 1982 (VA DER PAS)

SUJETS TRAITES

PROBLEMES BUDGETAIRES : VOIR BIO COM 544 DE CE MATIN.

POUR VOTRE INFORMATION NOUS FAISONS SUIVRE LE TEXTE
INTEGRAL DES DEUX RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LE P.E., AUXQUELLES
LA NOTE BIO COM FAIT REFERENCE :

1. RESOLUTION SUR LE REJET DU PROJET DE BUDGET
SUPPLEMENTAIRE ET RECTIFICATIF NO 1/82 MODIFIE PAR LE CONSEIL :

LE PARLEMENT EUROPEEN,

- VU LE PROJET DE BUDGET SUPPLEMENTAIRE ET RECTIFICATIF
NO. 1/82
- VU LES AMENDEMENTS ET LA RESOLUTION ADOPTES LE 14 DECEMBRE
1982 (DOC. 991/82)
- VU LES DECISIONS DU CONSEIL DES 15/16 DECEMBRE 1982

1. CONSTATE QUE LE CONSEIL

A) N'A EXPRIME AUCUNE VOLONTE POLITIQUE CLAIRE POUR TROUVER
UNE SOLUTION DEFINITIVE AU PROBLEME DES DESEQUILIBRES
FINANCIERS DU BUDGET COMMUNAUTAIRE

B) A REPOUSSE TOUS LES AMENDEMENTS DU PARLEMENT TENDANT A
REPLACER LES MESURES SPECIALES POUR 1982 DANS LE CADRE DES
POLITIQUES COMMUNES.,

1	Rp. 85
TR.	B1 ³
I.S.	-
FIN.	-
AGR.	-
ENE.	-
R.D	-
ADM.	-
S.A.	-
	MNB

432.11
43.02

2. DENONCE LA GRAVE RESPONSABILITE DU CONSEIL QUI N'A FAIT AUCUN EFFORT REEL POUR ALLER A LA RENCONTRE DES PROPOSITIONS CONSTRUCTIVES DU PARLEMENT, EMPECHANT AINSI TOUTE POSSIBILITES DE CONCILIATION ENTRE LES DEUX BRANCHES DE L'AUTORITE BUDGETAIRE.,

3. ESTIME DES LORS QU'EXISTENT LES MOTIFS ''IMPORTANTS'' PREVUS A L'ARTICLE 203, PARAGRAPHE 8 DU TRAITE ET DECIDE DE REJETER LE PROJET DE BUDGET SUPPLEMENTAIRE ET RECTIFICATIF NO. 1/82.

RESOLUTION COMPLEMENTAIRE SUR LE PROJET DE BUDGET SUPPLEMENTAIRE ET RECTIFICATIF NO. 1 POUR L'EXERCICE 1982

LE PARLEMENT EUROPEEN,

DEMANDE A LA COMMISSION ET AU CONSEIL DE PRESENTER AU PLUS VITE DE NOUVELLES PROPOSITIONS FINANCIERES ET BUDGETAIRES QUI DONNENT UNE SUITE CONCRETE AU MANDAT DU 30 MAI ET JETTENT LES BASES D'UNE SOLUTION DURABLE ET COMMUNAUTAIRE A DES SITUATIONS ''INACCEPTABLES'' QUI SONT APPARUES POUR CERTAINS ETATS MEMBRES..''

MATERIEL DIFFUSE

IP 317 LA COMMISSION INFLIGE UNE AMENDE DE 450 000 ECUS A NATIONAL PANASONIC R.U., MAIS ADMET LE BENEFICE DE CIRCONSTANCES ATTENUANTES

IP 322 TRAVAUX DU COMITE CONSULTATIF DES CONSOMMATEURS : ADOPTION DU PLAN D'ACTION POUR 1983 ET DEUX AVIS DU COMITE DES JOUETS

IP 323 AIDE D'URGENCE A LA REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN
CALENDRIER

MEMO 156 APERCU CHRONOLOGIQUE 1982

DECLARATION DE LA REUNION INFORMELLE CHARBON

AMITIES,

N.G.VAN DER PAS COMEUR ///+

*

24073 EURCOM B

21877 COMEU B